



ERRATUM

**Commission paritaire des établissements et des
services de santé**

**CCT n° 152803/CO/330
du 13/05/2019**

Correction du texte français :

- La phrase « **Cette convention collective de travail est conclue à durée indéterminée.** » doit être ajoutée dans l'article 3 avant « Elle peut être dénoncée... ».

Correction dans les deux langues :

- Le second tiret de l'article 6 doit être corrigé comme suit : « De recevoir, gérer et attribuer les moyens financier et leurs recettes, déduction faite des frais de fonctionnement, au financement du deuxième pilier de pension du FOPF Fonds de pension du secteur non-marchand fédéral/~~OFP~~ Pensioenfonds van de federale non-profit; »

ERRATUM

Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten

**CAO nr. 152803/CO/330
van 13/05/2019**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- De zin « **Cette convention collective de travail est conclue à durée indéterminée.** » moet ingevoerd worden in artikel 3 vóór « Elle peut être dénoncée... ».

Verbetering in beide talen :

- Tweede lid van artikel 6 moet als volgt verbeterd worden : « Het ontvangen, beheren en toewijzen van de financiële middelen en hun opbrengsten, onder aftrek van de werkingskosten, aan de financiering van de tweede pensioenpijler van **het Pensioenfonds van de Non-Profit/Social-profitsector de federale non-profit sector** ~~secteur non-marchand fédéral~~; »

- L'article 7 doit être corrigé comme suit : « Les moyens financiers du fonds d'épargne se composent :
 - Des dotations à **percevoir** du gouvernement fédéral et des ~~régions~~ **gouvernements régionaux**;
 - Des cotisations sur base des accords sociaux;
 - Des cotisations à percevoir sur la base des conventions collectives de travail, conclues dans la commission paritaire des établissements et des services de santé. Le pourcentage de ces cotisations **est fixé annuellement par convention collective de travail**. Ces cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office national de Sécurité sociale, en application de l'article 7, de loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, et transférés au fonds d'épargne; (...) »

Correction du texte français :

- L'article 10 doit être corrigé comme suit en français : « Les gestionnaires du fonds ne portent aucune responsabilité personnelle en ce qui concerne les engagements du fonds **d'épargne sectoriel**. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion dont ils ont été chargés. »
- L'article 14 doit être corrigé comme suit : « Le comité de gestion ne peut siéger et délibérer valablement que si la moitié des membres représentant les travailleurs que des membres représentant les employeurs est effectivement présente ou représentée par procuration. Chaque membre peut être porteur d'un maximum de 2 procurations. Les décisions du comité de gestion sont prises à une majorité ~~aux mains~~ **au moins** des membres avec voix délibérative présents ou représentés par une procuration, représentant, d'une part les travailleurs et, d'autre part, les employeurs. »

Décision du

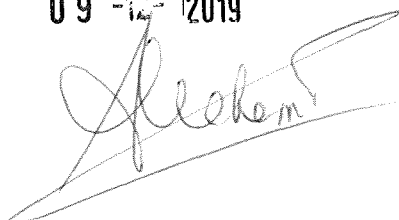
- Artikel 7 moet als volgt verbeterd worden : « Het Sectoraal Spaarfonds beschikt over :
 - De dotaties die de federale regering en de ~~deelregeringen~~ **regionale regeringen** storten;
 - De ontvangen bijdragen op basis van sociale akkoorden;
 - De te ontvangen bijdragen op basis van de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten. Het percentage van deze bijdragen wordt jaarlijks vastgelegd bij collectieve arbeidsovereenkomst. Deze bijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid bij toepassing van artikel 7 van de wet 7 januari 1958 betreffende de fondsen van bestaanszekerheid, en overgemaakt aan het Sectoraal Spaarfonds; (...) »

Verbetering van de Franstalige tekst :

- Artikel 10 moet als volgt verbeterd worden : « Les gestionnaires du fonds ne portent aucune responsabilité personnelle en ce qui concerne les engagements du fonds **d'épargne sectoriel**. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion dont ils ont été chargés. »
- Artikel 14 moet als volgt verbeterd worden : « Le comité de gestion ne peut siéger et délibérer valablement que si la moitié des membres représentant les travailleurs que des membres représentant les employeurs est effectivement présente ou représentée par procuration. Chaque membre peut être porteur d'un maximum de 2 procurations. Les décisions du comité de gestion sont prises à une majorité ~~aux mains~~ **au moins** des membres avec voix délibérative présents ou représentés par une procuration, représentant, d'une part les travailleurs et, d'autre part, les employeurs. »

Beslissing van

09-12-2019



Commission paritaire des établissements et des services de santé (330)

Convention collective de travail du 13 mai 2019 modifiant la convention de travail du 11 décembre 2008 instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé : "Fonds d'épargne sectoriel des secteurs fédéraux" et fixation de ses statuts (nr. d'enregistrement 90982/co/330 – Arrêté royal du 19/07/2011 – Moniteur belge du 09/09/2011), modifié par convention collective de travail du 16 juin 2014 (nr. d'enregistrement 123047/co/330 – Arrêté royal du 10/03/2015 – Moniteur belge van 23/03/2015) en dernièrement modifié par convention collective de travail du 11 mai 2015 (127304/co/330 – Arrêté royal du 10/08/2015 – Moniteur belge du 02/09/2015)

Article 1er.

Par la présente convention collective de travail et en application de l'article 1er de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence (Moniteur belge du 7 février 1958) et en application du point 7 de l'accord pluriannuel fédéral du 26 avril 2005, la Commission paritaire des établissements et des services de santé instaure un fonds de sécurité d'existence dont les statuts coordonnés sont fixés ci-après.

Art. 2.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs de :

- des établissements qui sont soumis à la loi sur les hôpitaux;
- des maisons de soins psychiatriques;
- des initiatives d'habitation protégée pour patients psychiatriques;
- des maisons de repos pour personnes âgées et des maisons de repos et de soins;
- des centres de soins de jour pour personnes âgées;
- des centres de revalidation;
- des services de soins infirmiers à domicile;
- des services de transfusion sanguine et de traitement du sang;
- des centres médico-pédiatriques; des maisons médicales ;
- le secteur résiduaire (ONSS 722/735).

Par "travailleurs", on entend : le personnel ouvrier et employé, tant masculin que féminin.

Art. 3.

La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1 janvier 2019 et remplace à partir de cette date les statuts de la convention de travail du 11 décembre 2008 instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé : "Fonds d'épargne sectoriel des secteurs fédéraux" et fixation de ses statuts (nr. d'enregistrement 90982/co/330 – Arrêté royal du 19/07/2011 – Moniteur belge du 09/09/2011), modifié par convention collective de travail du 16 juin 2014 (nr. d'enregistrement 123047/co/330 – Arrêté royal du 10/03/2015 – Moniteur belge van 23/03/2015) en dernièrement modifié par convention collective de travail du 11 mai 2015 (127304/co/330 – Arrêté royal du 10/08/2015 – Moniteur belge du 02/09/2015).

Cette convention collective de travail est conclue à durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties, pour la première fois le 30 juin 2019, moyennant un préavis de six mois notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au

président de la Commission paritaire des établissements et des services de santé et aux organisations y représentées.

A. Statuts du fonds d'épargne sectoriel

Art. 4.

A partir du 11 décembre 2008, il est institué un fonds d'épargne sectoriel, dénommé "Fonds d'épargne sectoriel des secteurs fédéraux".

Art. 5.

Le siège social et le siège administratif du fonds sont établis à 1000 Bruxelles, Square Saintelette 13-15.

Ces sièges peuvent être transférés ailleurs par décision du comité de gestion du fonds, prévu à l'article 9.

Art. 6.

Le fonds d'épargne sectoriel a pour objet :

- D'agir en tant qu'organisateur du l'OFP fonds de pension du secteur non-marchand fédéral/OFP Pensioenfond van de federale non-profit, institué par la convention collective de travail instituant un régime sectoriel de pension complémentaire;
- De recevoir, gérer et attribuer les moyens financier et leurs recettes, déduction faite des frais de fonctionnement, au financement du deuxième pilier de pension du ~~FOFP~~ fonds de pension du secteur non-marchand fédéral/~~OFP Pensioenfond van de federale non-profit~~ ;
- De mettre sur pied ou organiser des travaux ou initiatives utiles à la réalisation de son objectif.

B. Financement

Art. 7.

Les moyens financiers du fonds d'épargne se composent :

- Des dotations* du gouvernement fédéral et des régions; * à percevoir gouvernements régionaux
- Des cotisations sur base des accords sociaux;
- Des cotisations à percevoir sur la base des conventions collectives de travail, conclues dans la commission paritaire des établissements et des services de santé. Le pourcentage de ces cotisations* sont perçues et recouvrées par l'Office national de Sécurité sociale, en application de l'article 7, de loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, et transférés au fonds d'épargne;
- Les recettes des moyens financiers.
* est fixé annuellement par convention collective de travail. Ces cotisations

Art. 8.

Les frais d'administration du fonds, y compris les frais d'études, sont fixés annuellement par le comité de gestion prévu à l'article 9.

Ces frais sont couverts en première instance par les intérêts des capitaux découlant des cotisations versées et, éventuellement, de manière subsidiaire, par une retenue sur les cotisations prévues et dont le montant est fixé par ledit comité de gestion.

C. Gestion

Art. 9.

Le fonds est géré par un comité de gestion de 24 membres désignés par la Commission paritaire des établissements et des services de santé, pour la moitié sur présentation des organisations représentatives des employeurs et pour l'autre moitié, sur présentation des organisations représentatives des travailleurs. Ces membres sont au moins pour moitié choisis au sein des membres de la Commission paritaire des établissements et des services de santé. Les autres membres peuvent être proposés par les organisations patronales et syndicales reconnues concernées, moyennant l'accord de la Commission paritaire des établissements et des services de santé et ceci autant pour la délégation patronale que syndicale.

Les membres du comité de gestion sont désignés par la Commission paritaire des établissements et des services de santé. Leur mandat a une durée de 4 années.

Le mandat de membre du comité de gestion prend fin par démission, décès, lorsque le mandat de membre de la Commission paritaire des établissements et des services de santé prend fin ou en cas de congé donné par l'organisation qui l'a présenté.

Le cas échéant, le nouveau membre termine le mandat de son prédécesseur. Les mandats des membres du comité de gestion sont renouvelables.

Art. 10.

Les gestionnaires du fonds ne portent aucune responsabilité personnelle en ce qui concerne les engagements du fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion dont ils ont été chargés. *d'épargne sectorielle*

Art. 11.

Le comité de gestion du fonds choisit parmi ses membres, par période de deux années, un président et un vice-président, de rôle linguistique différent, issus alternativement de la délégation des travailleurs et de la délégation des employeurs.

Art. 12.

Le comité de gestion dispose des compétences les plus étendues dans la gestion et l'administration du fonds, dans les limites prévues par la loi et par les statuts. Le comité de gestion peut établir un règlement d'ordre intérieur.

Sauf décision contraire du comité de gestion, ce dernier intervient dans tous ses actes et les traite de droit, par l'intermédiaire et conjointement de son président et de son vice-président.

Le comité de gestion a pour mission, entre autres :

- de prendre toutes les mesures en vue de l'exécution du fonds d'épargne sectoriel;
- de veiller au respect strict du calendrier fixé;
- de fixer les frais d'administration;
- de faire rapport, à intervalles réguliers, de l'exécution de sa mission à la Commission paritaire des établissements et des services de santé;

- de procéder à l'embauche ou au licenciement éventuel du personnel.

Art. 13.

Le comité de gestion se réunit aux dates fixées au siège du fonds d'épargne sectoriel, avec un minimum d'une réunion par semestre.

A la demande d'1/4 des membres du comité de gestion, une réunion extraordinaire sera convoquée dans les 14 jours.

Les procès-verbaux sont établis sous la responsabilité du président et du vice-président. Ces procès-verbaux sont transmis aux membres du comité de gestion.

Art. 14.

Le comité de gestion ne peut siéger et délibérer valablement que si la moitié des membres représentant les travailleurs que des membres représentant les employeurs est effectivement présente ou représentée par procuration. Chaque membre peut être porteur d'un maximum de 2 procurations. Les décisions du comité de gestion sont prises à une majorité ~~aux moins~~ ^{au moins} des membres avec voix délibérative présents ou représentés par une procuration, représentant, d'une part les travailleurs et, d'autre part, les employeurs.

D. Budget, comptes

Art. 15.

L'exercice prend cours le 1er janvier et s'achève le 31 décembre.

Art. 16.

Chaque année au cours du mois de décembre au plus tard, le budget pour l'année suivante doit être soumis à l'approbation de la Commission paritaire des établissements et des services de santé.

Art. 17.

Les comptes de l'année écoulée sont clôturés au 31 décembre. La clôture et le bilan doivent être suffisamment détaillés au point de vue comptable.

Le comité de gestion, ainsi que le réviseur ou l'expert-comptable désigné en vertu de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence par la Commission paritaire des établissements et des services de santé, présentent annuellement un rapport écrit sur l'exécution de leur mission au cours de l'année écoulée.

Le bilan, ainsi que les rapports écrits susmentionnés, doivent être soumis au cours du mois d'avril au plus tard, à l'approbation de la Commission paritaire des établissements et des services de santé.

E. Dissolution et liquidation

Art. 18.

Le fonds d'épargne sectoriel est dissous par la Commission paritaire des établissements et des services de santé à la suite d'un éventuel préavis, prévu à l'article 3.

Ladite commission paritaire décide de l'affectation des biens et valeurs du fonds par apurement du passif.

Cette affectation doit être conforme à l'objet social assigné au fonds d'épargne sectoriel.

La commission paritaire précitée désigne les liquidateurs parmi les membres du comité de gestion.

PARITAIR COMITE VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN -DIENSTEN (330)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 mei 2019 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2008 tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd : "Sectoraal Spaarfonds van de federale sectoren" en vaststelling van zijn statuten (90982/co/330 - Koninklijk Besluit van 19/07/2011 – Belgisch Staatsblad van 09/09/2011), gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 2014 (123047/co/330 – Koninklijk Besluit van 10/03/2015 – Belgisch Staatsblad van 23/03/2015) en laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 2015 (127304/co/330 – Koninklijk Besluit van 10/08/2015 – Belgisch Staatsblad van 02/09/2015).

Artikel 1

Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van artikel 1 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid (Belgisch Staatsblad van 7 februari 1958) en in toepassing van het punt 7 van het federaal meerjarenakkoord van 26 april 2005, richt het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten een fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de gecoördineerde statuten hierna worden vastgesteld.

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van:

- de inrichtingen die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn;
- de psychiatrische verzorgingstehuizen;
- de initiatieven voor beschut wonen voor psychiatrische patiënten;
- de rusthuizen en de rust- en verzorgingstehuizen;
- de dagverzorgingscentra voor bejaarden;
- de revalidatiecentra;
- de diensten voor thuisverpleging;
- de diensten voor bloedtransfusie en bloedverwerking;
- de medisch-pediatische centra;
- de wijkgezondheidscentra;
- de residuaire sector (RSZ 722/735).

Onder "werknemers" wordt verstaan : het mannelijk en vrouwelijk werkliedenpersoneel en bediendepersoneel.

Artikel 3.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2019 en vervangt vanaf die datum de statuten zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2008 tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd : "Sectoraal Spaarfonds van de federale sectoren" en vaststelling van zijn statuten (registratienr. 90982/co/330 - Koninklijk Besluit van 19/07/2011 – Belgisch Staatsblad van 09/09/2011), gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 2014 (registratienr. 123047/co/330 – Koninklijk Besluit van 10/03/2015 – Belgisch Staatsblad van 23/03/2015) en laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 2015 (127304/co/330 - Koninklijk Besluit van 10/08/2015 – Belgisch Staatsblad van 02/09/2015).

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd, voor het eerst op 30 juni 2019, mits een opzegging van zes maanden betekend bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten en aan de organisaties die erin vertegenwoordigd zijn.

A. Statuten van het Sectoraal Spaarfonds

Artikel 4

Met ingang van de inwerkingtreding van 11 december 2008 wordt er een Sectoraal Spaarfonds opgericht genaamd "Sectoraal Spaarfonds van de federale sectoren".

Artikel 5

De maatschappelijke en de administratieve zetel van het fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Saintelettesquare 13-15.

Deze zetels kunnen bij beslissing van het beheerscomité van het fonds, voorzien bij artikel 9, elders overgeplaatst worden.

Artikel 6

Het Sectoraal Spaarfonds heeft als doel:

- Op te treden als inrichter van de OFP Pensioenfonds van de federale non-profit/OFP fonds de pension du secteur non-marchand fédéral, ingevoerd bij collectieve arbeidsovereenkomst tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel;
- Het ontvangen, beheren en toewijzen van de financiële middelen en hun opbrengsten, onder aftrek van de werkingskosten, aan de financiering van de tweede pensioenpijler van ~~de federale non-profit sector / secteur non-marchand fédéral~~; het Pensioenfonds van de Non-
Profit / Sociale - profit sector
- Werkzaamheden of initiatieven in te richten of te organiseren die dienstig zijn aan haar doel.

B. Financiering

Artikel 7

Het Sectoraal Spaarfonds beschikt over:

- De dotaties die de federale regering en de ~~deelregeringen~~ ^{regionale regeringen} storten;
- De ontvangen bijdragen op basis van sociale akkoorden;
- De te ontvangen bijdragen op basis van de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten. Het percentage van deze bijdragen wordt jaarlijks vastgelegd bij collectieve arbeidsovereenkomst. Deze bijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid bij toepassing van artikel 7 van de wet 7 januari 1958 betreffende de fondsen van bestaanszekerheid, en overgemaakt aan het Sectoraal Spaarfonds.
- De opbrengsten van de financiële middelen.

Artikel 8

De administratiekosten van het fonds, met inbegrip van de studiekosten, worden elk jaar vastgesteld door het beheerscomité voorzien bij artikel 9.

Deze kosten worden in eerste instantie gedekt door de renten van de kapitalen voortkomend van de storting van de bijdragen, en eventueel bijkomend door een afhouding op de voorziene bijdragen en waarvan het bedrag vastgelegd is door voornoemd beheerscomité.

C. Beheer

Artikel 9

Het fonds wordt beheerd door een beheerscomité van 24 leden aangewezen door het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, voor de helft op voorstel van de representatieve werkgeversorganisaties en voor de andere helft op voorstel van de representatieve werknemersorganisaties. Deze leden worden ten minste voor de helft gekozen binnen de leden van het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten. De overige leden kunnen voorgedragen worden door de betrokken erkende werkgevers- en werknemersorganisaties, mits aanvaarding door het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten en dit zowel wat betreft de werkgevers- als de werknemersdelegatie.

De leden van het beheerscomité worden aangewezen door het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten. Hun mandaat duurt 4 jaar.

Het mandaat van lid van het beheerscomité vervalt door ontslag, overlijden of wanneer zijn mandaat als lid van het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten een einde neemt of wegens ontslag gegeven door de organisatie die hem voorgedragen heeft. Het nieuw lid voltooit desgevallend het mandaat van zijn voorganger. De mandaten van de leden van het beheerscomité zijn hernieuwbaar.

Artikel 10

De beheerders van het fonds gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met verbintenissen van het sectoraal spaarfonds. Hun verantwoordelijkheid is beperkt tot de uitvoering van het mandaat dat zij ontvingen.

Artikel 11

Het beheerscomité van het fonds kiest onder zijn leden en telkens voor een période van twee jaar een voorzitter en een ondervoorzitter die elk tot een verschillende taalrol behoren en alternerend uit de werkgeversorganisaties en de werknemersorganisaties voortspruiten.

Artikel 12

Het beheerscomité beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het fonds, binnen de limieten gesteld door de wet of deze statuten. Het beheerscomité kan een huishoudelijk reglement vastleggen.

Tenzij andersluidende beslissing van het beheerscomité treedt dit laatste in al zijn handelingen op en handelt het in rechte en gezamenlijk via de voorzitter en de ondervoorzitter.

Het beheerscomité heeft onder meer als opdracht :

- alle maatregelen te treffen voor de uitvoering van het sectoraal spaarfonds;
- de strikte naleving van de opgelegde timing te doen respecteren;
- de administratiekosten vast te stellen;
- op geregelde tijdstippen verslag uit te brengen aan het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten over de vervulling van zijn opdracht;
- over te gaan tot de eventuele aanwerving en afdanking van het personeel.

Artikel 13

Het beheerscomité vergadert op de data, zoals afgesproken ter zetel van het sectoraal spaarfonds, met een minimum van eenmaal per semester.

Op vraag van tenminste 1/4de van de leden van het beheerscomité wordt er binnen de 14 dagen een extra vergadering bijeengeroepen.

De notulen worden opgemaakt onder de verantwoordelijkheid van de voorzitter en de ondervoorzitter. Deze notulen worden bezorgd aan de leden van het beheerscomité.

Artikel 14

Het beheerscomité kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft zowel van de leden van de werknemersafvaardiging als de leden van de werkgeversafvaardiging effectief aanwezig is of door volmacht vertegenwoordigd is. Ieder aanwezig lid mag drager zijn van maximaal twee volmachten. De beslissingen van het beheerscomité worden getroffen bij minstens een meerderheid van de aanwezige of door volmacht vertegenwoordigde stemgerechtigden van enerzijds het aantal werkgevers- als van anderzijds het aantal werknemersvertegenwoordigers.

D. Begroting, rekeningen

Artikel 15

Het dienstjaar neemt een aanvang op 1 januari en sluit op 31 december.

Artikel 16

Elk jaar wordt, uiterlijk tijdens de maand december, een begroting voor het volgende jaar ter goedkeuring voorgelegd aan het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

Artikel 17

Op 31 december worden de rekeningen van het verlopen jaar afgesloten. De afsluiting en de balans moeten op rekenplichtig gebied voldoende omschreven zijn.

Het beheerscomité, alsmede de bij toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid door het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten aangewezen revisor, brengen jaarlijks ieder een schriftelijk verslag uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

De balans, samen met de hoger genoemde schriftelijke verslagen, moeten uiterlijk tijdens de maand april ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten worden voorgelegd.

E. Ontbinding en vereffening

Artikel 18

Het sectoraal spaarfonds wordt ontbonden door het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten ingevolge een gebeurlijke vooropzeg zoals voorzien in artikel 3.

Het voornoemde paritair comité beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het fonds na betaling van het passief.

Deze bestemming moet in overeenstemming zijn met het doel waartoe het sectoraal spaarfonds werd opgericht.

Het voornoemde paritair comité duidt de vereffenaars aan onder de leden van het beheerscomité.